

DIALOGUE GLOBAL

Moments
révolutionnaires
sur la place Tahrir

Mona Abaza

Les révolutions
arabes : qui en
sont les acteurs ?

Sari Hanafi

Yokohama, le Port
de l'Espoir

Koichi Hasegawa

- > **Le cosmopolitanisme mis à l'épreuve**
- > **Conférence sur les inégalités**
- > **Réunion du Comité Exécutif de l'ISA**
- > **Sans Frontières**
- > **L'Association Turque de Sociologie**
- > **Les Associations nationales en Europe**
- > **Billet sur l'ISA : Mexico, 1982**
- > **Droits de l'homme : Coupable d'être sociologue ?**

NEWSLETTER

DGN 4

VOLUME 1 / NUMÉRO 4 / AVRIL 2011

Association
Internationale
de Sociologie



> Éditorial

Le monde a changé depuis notre dernière édition. Des places Tahrir voient le jour partout dans le monde. Les insurrections arabes – on ne peut pas encore dire si on peut les qualifier de révolutions – ont démontré, une fois de plus, combien il est difficile d'anticiper l'éclatement des mouvements sociaux. Il est plus facile pour nous de comprendre la manière dont ils s'étendent et se déroulent, une fois qu'ils ont fait surface. Les deux premiers articles de ce numéro sont donc centrés sur les processus révolutionnaires : Mona Abaza décrit comment c'était d'être sur la place Tahrir et dans ses alentours en janvier et février 2011, tandis que Sari Hanafi étudie la combinaison des différents acteurs sociaux qui se battent maintenant pour la transformation sociale en Tunisie et en Égypte.

Notre troisième article nous fait passer des secousses humaines aux secousses sismiques qui ont dévasté le Japon, provoquant un accident nucléaire majeur. Cela fait 15 ans que Koichi Hasegawa, sociologue de l'environnement, posait la question de savoir si le Japon avait besoin d'une catastrophe comme celle de Tchernobyl pour modifier sa politique nucléaire. On ne connaît toujours pas la réponse à cette question. En tant que président du Comité Local d'Organisation du Forum Mondial de l'ISA de 2014 à Yokohama, M. Hasegawa a prononcé devant les membres du Comité Exécutif réunis à Mexico un discours émouvant, que nous publions dans ces pages, sur la réponse des Japonais au séisme et au tsunami. Le Comité Exécutif de l'ISA a pour sa part réitéré son engagement pour que le Congrès de 2014 soit un succès.

Ce numéro comprend également un compte rendu des délibérations du Comité Exécutif réuni à Mexico du 21 au 25 mars et de la Conférence sur les Inégalités qui s'est tenue en parallèle, organisée par la Vice-Présidente du Programme, Raquel Sosa Elízaga. Dans sa rubrique « Billet sur l'ISA », Jennifer Platt s'est intéressée au fameux Congrès Mondial de Mexico de 1982, le premier congrès mondial que l'ISA ait tenu dans un pays du « tiers-monde ». C'est là qu'ont débuté une série de débats sur la sociologie internationale qui se poursuivent encore aujourd'hui. Dans ce numéro, par exemple, Sujata Patel aborde la question de la sociologie globale et du cosmopolitisme du point de vue de différentes traditions nationales. Nous proposons également des comptes rendus de l'Association Européenne de Sociologie, de l'Association Turque de Sociologie et de la branche américaine de Sociologues Sans Frontières, ainsi qu'un article sur la violation des droits de l'homme touchant certains sociologues, comme par exemple en Turquie et en Hongrie.

Nous touchons un public toujours plus large. Nous avons désormais une page sur Facebook qui rencontre un large succès, ainsi qu'un nouveau visuel pour notre site web qui inclut une rubrique sur les Mondes Numériques. Grâce aux initiatives de Sari Hanafi, Mounir Saidani et Ishwar Modi, *Dialogue Global* paraît désormais en arabe et en hindi, portant à 9 le nombre de langues proposées. La sociologie est en mouvement !

ISA website

facebook

> Dans ce numéro

Éditorial	2
Moments révolutionnaires sur la place Tahrir	3
Les révolutions arabes : qui en sont les acteurs ?	7
Yokohama, le Port de l'Espoir	10

> DÉBATS

Le cosmopolitisme mis à l'épreuve	13
Conférence sur les inégalités	15

> MEETINGS ET ASSOCIATIONS

Réunion du Comité Exécutif de l'ISA à Mexico	16
Sans Frontières	19
L'Association Turque de Sociologie fête ses 20 ans	20
Les Associations nationales en Europe	22

> RUBRIQUES SPÉCIALES

Billet sur l'ISA : Mexico, 1982	9
Droits de l'homme : Coupable d'être sociologue ?	23

Photo de couverture : Mona Abaza.





Protestation pacifique sur la place Tahrir.
Photo de Mona Abaza.

> Moments révolutionnaires sur la place Tahrir

Mona Abaza, Université Américaine du Caire

Il se trouve que j'étais au Caire au moment de la manifestation du 25 janvier qui a servi de catalyseur. Je n'ai pas participé aux premières manifestations. Cela faisait des années que je n'étais pas active politiquement. Je dois reconnaître que la violence et la brutalité observées dans beaucoup de manifestations précédentes expliquent en grande partie que je ne sois pas descendue dans la rue.

>>

Dès le premier jour, la police a été particulièrement brutale avec les manifestants. Des amis à moi qui, dès le premier jour, avaient pris part aux manifestations, ont rapporté cette violence. Des balles en caoutchouc, des jets d'eau et des bombes lacrymogènes étaient massivement utilisés contre les protestataires. La ville brûlait. Les effets de cette offensive et des gaz lacrymogènes devaient se faire sentir encore pendant plusieurs jours dans la ville. Le 25 janvier, on faisait état de trois morts et d'un nombre considérable de blessés.¹

Moubarak avait interdit la circulation des trains sur l'ensemble du territoire. Cette mesure inepte de contrôle n'a pas empêché le peuple en colère de se déverser sur la ville. En effet, à partir du 25 janvier, la visibilité du peuple dans les rues n'a cessé de croître de jour en jour. Les manifestations se sont poursuivies, obstinément. Chaque jour, les gens occupaient en plus grand nombre les rues du Caire. Ils se dirigeaient tous vers la place Tahrir. Avec les attaques menées contre les postes de police, la ville a plongé dans le chaos. Il y avait des délinquants partout, et des scènes de pillage ont eu lieu dans plusieurs quartiers. Plus la police avait recours à la force, plus les protestataires se montraient déterminés et plus leur présence dans les rues était remarquée. Les villes d'Alexandrie, de Suez, Port-Saïd, Mansoura et Mehalla el-Kubra connaissaient toutes le même phénomène d'insurrection humaine massive de contestataires en colère. Au Caire, les manifestations sont parties de Shubra, de Matariya, Bulaq, Dokki, Mohandessin, Nasr City et Héliopolis et ont bloqué les grands ponts du Six-Octobre et de Kasr El Nil. De violentes confrontations ont été rapportées. La colère contre la brutalité du régime augmentait comme la détermination à résister. On disait : cette fois-ci, ce sera différent. Les contestataires n'avaient plus peur, ils résistaient en se barricadant et en priant ensemble tout en faisant face aux colonnes de la police en uniforme noir, et en jetant des pierres quand ils étaient attaqués. Ils n'avaient pas peur des fourgons verts de la police qui roulaient sur eux. Puis les forces

de police ont commencé à battre en retraite, en proie à la peur – elles ne pouvaient pas gérer la témérité grandissante de cette masse de corps qui se mouvait comme une armée. Elles ont fui devant ces foules puissantes mais pacifistes. Tout à coup, tous les policiers ont disparu. Les Cairotes se sont réveillés un matin pour découvrir qu'il n'y avait plus un seul policier dans toute la ville. C'est alors que l'armée et ses tanks ont fait leur entrée dans la ville.

Beaucoup qui, comme moi, n'étaient pas des activistes politiques et qui craignaient la violence utilisée à l'encontre des protestataires, ont finalement décidé d'aller manifester sur la Place. Des mères de famille de la classe moyenne sont descendues dans les rues. Pour les fils et filles de mes amis, cette expérience métamorphosait leur vie. Ces jeunes, qui ont entraîné leurs parents à descendre dans la rue, avaient pris part aux manifestations dès le premier jour. Ils ont découvert leur nouvelle identité dans la vie de la Place. Nombre d'entre eux étaient fiers de découvrir leur nouvelle capacité pour le combat de rue.

Puis la spectaculaire première « marche du million » s'est convertie en un moment historique qui a ébloui jusqu'aux Égyptiens eux-mêmes. C'était l'euphorie de la liberté nouvellement découverte et l'aspiration collective à la dignité. Les mots me manquent pour décrire comment plus de deux millions de manifestants se sont dirigés pacifiquement et de manière ordonnée vers un lieu unique : la place Tahrir. L'organisation était impressionnante. Afin de pénétrer sur la place puis de s'y déplacer de manière pacifique, les jeunes protestataires faisaient preuve d'un remarquable sens de l'ordre. Il était impressionnant de voir comment tous se souciaient les uns des autres afin que tout se passe bien. La place était encerclée par des tanks de l'armée et par des soldats qui contrôlaient l'identité des protestataires pour s'assurer qu'aucun homme de main du régime n'entre, et qu'aucune arme ne puisse être utilisée dans le périmètre de la place. Aux points de contrôle, hommes et femmes

étaient séparés pour être contrôlés par des « comités populaires » constitués de groupes très disciplinés de jeunes hommes et femmes anti-Moubarak. Sacs à main et portefeuilles étaient contrôlés, et les couteaux, ciseaux et autres objets potentiellement dangereux étaient confisqués. Les points de contrôle se sont multipliés car les hommes à la solde du régime représentaient une menace permanente. Enfin, la manière dont les gens circulaient autour de la place était soigneusement orchestrée.

> Le massacre du 2 février

À la fois pour ma fille et pour moi-même, le 2 février restera une date inoubliable. La veille au soir, Moubarak avait prononcé son deuxième discours télévisé sur un ton délibérément malveillant et menaçant. Il répétait qu'il n'abandonnerait pas le pouvoir. C'était comme si sa colère allait bientôt s'abattre sur la nation désolée. Le 2 février, dans l'après-midi, avec deux amis et ma fille nous sommes allés à la place Tahrir, dans l'intention de retrouver d'autres amis et d'y rester un moment. Mon amie Samia a alors proposé qu'on rende visite à notre ami commun Pierre, qui possède deux grands et superbes appartements aux neuvième et dixième étages d'un immeuble qui donne sur la place Tahrir à l'angle des rues Talaat Harb et Bab al-Luq. Vers 16h, les attaques des bandes armées du régime venant de la direction du Musée Égyptien ont commencé. Nous avons vu de nombreux hommes grièvement blessés emmenés hors de la Place depuis les points de contrôle tenus par les manifestants et les tanks de l'armée. Beaucoup avaient des impacts de balle à la tête ou aux yeux. La « bataille des chameaux » avait d'ores et déjà commencé, mais heureusement les protestataires réussirent à arrêter les hommes de main du régime qui entraient sur la Place avec des chameaux et des chevaux. À partir de ce moment-là, mes deux amis ont décidé de retourner à l'île de Zamalek, où nous résidons tous. Avec ma fille, je décidai de rester, pensant qu'il était trop risqué de rentrer avec

>>

elle. Je commençais à paniquer après avoir vu tant de blessés.

Vers 17h30, une foule importante de partisans du régime est arrivée de la rue Talaat Harb, en direction de la place. Ils jetaient des cocktails Molotov. Ils tiraient à balles réelles sur les protestataires et brûlaient tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage. Ils mettaient notamment le feu aux voitures avant de les retourner. Il était clair que les tanks de l'armée ne faisaient rien pour les arrêter, ou pour les empêcher de combattre. Les protestataires anti-Moubarak ne pouvaient se défendre qu'en barricadant les points de contrôle avec des barrières métalliques qu'ils avaient prises sur le chantier de l'ancien hôtel Hilton, alors en cours de rénovation. Leur unique arme consistait à rassembler des pierres et à les jeter. Le chaos le plus total régnait dans les rues et il y avait beaucoup de blessés. Cette nuit-là, on annonça quatre morts et des centaines de blessés. D'après ce que nous avons vu, il était clair que le nombre de victimes avait dû être nettement supérieur.² Heureusement, les hommes à la solde du régime furent repoussés et ne parvinrent pas à pénétrer sur la place.

Nous avons passé la nuit chez Pierre. Lui-même était occupé à mettre en ligne des centaines de photos prises depuis son balcon sur tous les comptes Facebook disponibles. L'accès à Internet venait d'être rétabli, après quelque cinq jours de blocage. L'appartement de Pierre, avec son charme décadent de style Belle Époque, était devenu un grand lieu de refuge. Des matelas et couvertures avaient été disposés par terre.

Les deux grands appartements surplombant la place avaient été transformés en refuge pour tous ceux qui allaient et venaient. Il y avait là plusieurs reporters français, italiens, américains et égyptiens, des photographes, des mères dont les fils et filles étaient sur la place, et beaucoup de jeunes et de moins jeunes manifestants qui trouvèrent refuge là, quand la situation dans la rue commença à se dégrader. Il se trouve que certains des protestataires que j'y

rencontrai avaient été mes élèves à l'Université Américaine. J'étais ravie et en même temps j'avais vraiment peur pour eux en les voyant transformés en combattants déterminés. L'une de mes meilleures étudiantes avait campé sur la Place pendant quatre jours et paraissait totalement exténuée. D'autres contestataires se trouvaient être les fils ou filles d'amis. Il y avait aussi certains amis des protestataires qui ne connaissaient personne dans l'appartement mais ils étaient toujours les bienvenus. Alors que la violence s'intensifia au cours de la nuit, le nombre de visiteurs augmenta (nous étions probablement une cinquantaine ou une soixantaine de personnes). Certains étaient blessés au visage, aux mains, et aux jambes.

Dans une pièce à part, un poste de télévision émettait en continu. Nous allions et venions sans cesse dans cette pièce. Certains dormaient devant la télévision, complètement épuisés. Nous essayions tous désespérément d'alterner deux activités : nous nous déplaçions entre les trois grands balcons pour suivre ce qui se passait sur la Place Tahrir et dans les deux rues adjacentes de Talaat Harb et Bab al-Louq ; puis nous nous précipitions à l'intérieur pour suivre les nouvelles à la télévision, afin de connaître la direction des prochaines attaques des nervis du régime. La chaîne de télévision Al-Jazira servait de référence pour savoir ce qui se passait véritablement au-delà de la Place. Nous ne pouvions pas voir les attaques provenant du Musée des Antiquités, ni celles menées depuis le Pont du Six Octobre contre les protestataires à coup de cocktails Molotov, mais nous voyions tout cela à la télé. C'est également à la télévision que nous avons vu comment les hommes à la solde du régime ont mis le feu aux arbres de la Place, ce qui nous fit tous craindre un incendie plus important susceptible de gagner les immeubles environnants. L'écran de télévision était notre seul guide pour détecter le danger. Tous ceux qui occupaient l'appartement avaient le même sentiment. Notre haine de Moubarak n'avait pas de limites. Nous avons tous la même idée : le massacre de cette nuit avait eu lieu exactement un jour après le

refus de Moubarak de céder le pouvoir. S'il restait une semaine de plus, les dégâts dépasseraient l'imagination. Sa folie égocentrique n'avait pas de limites.

La plupart d'entre nous, si ce n'est tous, avions un téléphone portable (le couvre-feu, ou *black-out* sur les portables avait été levé). Toutes les mères appelaient leurs fils et leurs filles qui se trouvaient sur la Place. Elles leur décrivaient les images qu'elles voyaient à la télé. Certaines mères suppliaient ceux qui se trouvaient sur la Place de monter. Les reporters appelaient leurs collègues coincés ou peut-être égarés dans les échauffourées à l'autre bout de la Place.

Par ailleurs, la Place était pleine de gens qui continuaient à tourner autour du centre, et ce, toute la nuit jusqu'à l'aube. Des femmes et des enfants campaient au milieu de la place. Des hauts-parleurs, installés près de la mosquée Omar Makram, diffusaient des slogans religieux, d'autres jouaient des chansons patriotiques des années 60. À partir d'un certain moment, en pleine nuit, les protestataires ont commencé à frapper en cadence sur les barrières métalliques qui leur servait de boucliers. Tous ces sons différents montraient combien les protestataires étaient bien organisés. Cette cacophonie orchestrée était destinée à les maintenir éveillés afin de détecter d'où pourrait venir un prochain danger. Il y avait quelque chose d'apocalyptique dans tout ce bruit, d'autant qu'il s'ajoutait au vrombissement incessant des hélicoptères qui faisaient du surplace au-dessus de la Place.

Les mères qui passèrent la nuit chez Pierre attendaient que leurs filles et fils qui étaient sur la place montent. Alors que nous regardions les nouvelles qui se succédaient tard dans la nuit, beaucoup d'entre nous étions en larmes. Une mère parlait à sa fille sur son portable en la suppliant de renoncer à manifester. Je m'accrochais moi-même à ma fille, en souhaitant que tout cela soit fini.

> Contagion

Au moment d'écrire ces lignes, ma fille a été mon principal guide pour me remémorer la succession des événements de la nuit du 2 février. Il semble que nous ayons toutes les deux rencontré le même problème. Toutes deux souffrions inconsciemment d'un sentiment de flou dans nos efforts pour nous remémorer ce qui s'était passé. Nous sommes toutes les deux parvenues à la conclusion que cela avait beaucoup à voir avec la tension de la situation et les va-et-vient constants pour à la fois observer ce qui se passait sur la place et suivre le flux ininterrompu des images télévisées. Ma fille décrivait la nuit chez Pierre comme un moment surréaliste. Une chose est claire : les images télévisées omniprésentes ont effectivement colonisé nos souvenirs et par là-même figé la réalité.

Si Adorno et Horkheimer avaient été témoins du rôle de Al-Jazira dans la révolution égyptienne, ils auraient certainement repensé leur prophétie concernant l'« industrie de la culture » et l'effet de banalisation de la télévision. Il est évident que la révolution n'aurait pas été un tel succès s'il n'y avait pas eu de chaînes satellitaires qui révèlent les contradictions flagrantes entre la propagande et la réalité, et les mensonges ridicules de la propagande diffusée par la télévision nationale. Les chaînes satellitaires ont eu un rôle d'autant plus grand à jouer quand Facebook, les téléphones portables et Internet étaient bloqués par le régime.

Dans les prochaines années, le rôle sans précédent qu'aura joué Al-Jazira dans les révolutions arabes fera sans doute l'objet de nombreuses études dans le domaine de la recherche universitaire. La grande victoire de la révolution a aussi été celle de Al-Jazira. Les journalistes n'ont pas essayé de cacher leur subjectivité ni leur soutien à la rue. Leur habileté et l'intelligence avec laquelle ils ont su anticiper la fouille de leurs bureaux ainsi que la chasse aux sorcières à laquelle ils ont été de plus en plus soumis, n'ont fait que rehausser leur image héroïque.

L'esprit de rébellion qui a gagné la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte, le Yémen, Bahrein, la Libye et Oman a ébloui le monde entier. Il a démontré le pouvoir et la rapidité de la transmission de l'image par l'intermédiaire de la télévision. Il y avait clairement un dénominateur commun entre les slogans de protestation et les revendications qui se sont répandus comme une traînée de poudre à travers le monde arabe. Les révoltes arabes ont tourné autour de vastes problématiques : dignité, reconnaissance, injustice, corruption éhontée et despotisme.

C'est un fait établi que les Égyptiens sont réputés pour leur esprit vif et leur tempérament joyeux, qui ont contribué à rendre cette révolution populaire auprès de larges publics en Occident. Cette révolution a bien sûr été sanglante, mais ce n'était pas que cela. Maintes et maintes fois, les commentateurs n'ont cessé de répéter que la Place s'est elle-même réinventée créant ainsi un pôle d'attraction pour la contre-culture et l'imagination artistique populaire, pour de formidables musiciens et danseurs pleins d'humour. La fameuse *nokta* (blague) sardonique égyptienne et les représentations publiques improvisées les plus incroyables ont trouvé leur heure de gloire sur la Place.

Les enfants de la révolution ont donné à l'Occident une leçon sur des notions aussi chères que le cosmopolitanisme et la démocratie. L'application de ces deux revendications a été refusée depuis si longtemps aux pays du Sud Global, sous le prétexte infantilisant qu'ils manquaient de maturité. Une fois de plus, ces valeurs se sont révélées ne plus être l'apanage de l'Occident. Quand le mouvement de 68 égyptien est enfin descendu dans les rues, il a coïncidé avec le débat national lancé par l'esprit étroit d'un Sarrazin sur la dégénérescence génétique des races et l'intégration des Turcs en Allemagne. (Pour plus de détails sur l'affaire Sarrazin, cf. Helma Lutz, « Du cosmopolitanisme à la sociologie publique », *Dialogue Global* 1/3.)

Il est probablement prématuré de comparer la révolution égyptienne aux révolutions russe et chinoise. Mais ce

qui rend le cas égyptien fascinant, c'est qu'Internet, Facebook, les téléphones portables et les twitters sont apparus comme des outils indispensables pour transmettre l'information de la manière la plus rapide possible. Cela a révélé comment une technologie controversée – souvent perçue négativement comme étant le produit d'une culture de consommation de pays riches et de modes de vie consuméristes – avait été manifestement utilisée dans ce cas pour servir l'insurrection contre les rideaux de fer de despotes arabes cliniquement fous. Mais ici, la technologie n'a été qu'un moyen ; elle n'a certainement pas été le message. Le moyen concernait la vitesse, et le message ce qui se passait vraiment dans la rue. Manuel Castells avait raison lorsqu'il désignait le rôle du cyberspace dans la création de nouveaux paramètres d'une société organisée en réseaux. Il parle d'un nouveau langage d'information et de nouveaux codes. Beaucoup de ceux qui ont vu la Place Tahrir de près ont été éblouis par l'intelligence des jeunes protestataires du Mouvement du 6 avril, qui ont créé les slogans anti-Moubarak non seulement les plus efficaces mais aussi les plus concis. Ces slogans concis ont constitué le principal moyen de ralliement de milliers voire de millions de sympathisants. Certains slogans se résumaient à un simple mot, comme « *irhal* » (pars), et « *baatel* » (illégitime). Était-ce cela l'effet du langage codifié et abrégé de la communication électronique tel que le prophétisait Castells ? Il n'y a pas véritablement de réponse à cette question. ■

¹ De toute évidence, dès le premier jour, le nombre de victimes était nettement plus élevé, sachant que des centaines de personnes sont encore portées disparues.

² Il fut par la suite établi par la presse que ce chiffre était bien en dessous du nombre réel de victimes. Beaucoup d'entre elles étaient mortes dans les hôpitaux, mais le gouvernement avait émis l'ordre de ne pas délivrer de certificats de décès afin de dissimuler le nombre élevé de victimes.

> Les révolutions arabes : qui en sont les acteurs ?

Sari Hanafi, Université Américaine de Beyrouth, Comité Exécutif de l'ISA



| Photo de Mona Abaza.

Unité de la Révolution égyptienne : (en haut, en vert) « La Révolution jusqu'à la Victoire » ; (en bas, en rouge) « Nous, les pauvres, défendons notre pays et défendons la Révolution contre les hommes à la solde du régime et les agents du Ministère de l'Intérieur ».

Au cours de ces quatre derniers mois, des séismes politiques ont secoué le monde arabe. Ces révolutions ont fait tomber les présidents tunisien et égyptien et se poursuivent au Yémen, à Bahreïn, en Libye, en Jordanie et en Syrie. La définition du succès de ces soulèvements importe peu ; il est clair qu'ils sont en train de forcer des régimes dictatoriaux à engager des réformes politiques.

L'importance de ces révolutions réside dans la rencontre de revendications sociales et démocratiques. Il ne faut pas oublier, par exemple, que le soulèvement tunisien trouve son origine à Gafsa, deux ans auparavant, dans une manifestation contre la hausse du prix du pain et contre le chômage. Des bloggeurs dissidents et des utilisateurs de Facebook de la ville tunisienne de Zarzis ont exigé la libération des prisonniers politiques et la liberté d'expression. En Tunisie comme en Égypte, les révolutions ont été lancées par de jeunes diplômés de l'université sans emploi et par la classe ouvrière, et, encore une fois, elles étaient marquées par l'appel à des réformes à la fois sociales et démocratiques.

La sensibilité des manifestants sur la question du chômage et leur hostilité aux régimes de type néo-libéral ou néo-patrimonial sont liées à leur sens de la justice, de la dignité et de la liberté : liberté d'adhérer à des formations et partis politiques, liberté d'expression, liberté de culte, liberté d'écrire sur la corruption au sein du gouvernement. Il ne faut pas oublier que ce qu'on appelle le « miracle économique tunisien » se produit dans la capitale et dans les villes côtières du Nord mais pas dans l'intérieur du pays ou dans le Sud. La jeunesse arabe avait le sentiment d'être devenue un *homo sacer*, dans le sens que lui a donné le philosophe italien Giorgio Agam-

ben, c'est-à-dire qu'il s'agissait là de la révolte de « vies nues », de corps affamés et sans défense que le régime a dépouillés d'identité politique et du droit d'appartenir à des groupes comme le Mouvement de la Renaissance Islamique *Ennahdha*, le Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie et les Frères Musulmans.

Lorsque les présidents tunisien et égyptien, Ben Ali et Moubarak, sont devenus des potentats auxquels revenaient la décision finale de promulguer une loi ou de la suspendre, de « prendre la vie ou de laisser en vie », ils ont violé les droits des Égyptiens et Tunisiens – en arrêtant, torturant, assassinant et en conduisant leur pays à la ruine économique.

Dans un livre que j'ai dirigé l'an dernier, intitulé *L'État d'exception et la résistance dans le monde arabe*, le sociologue tunisien Mohsen Bouazizi a analysé les manifestations d'opposition silencieuses parmi la jeunesse arabe et la façon dont l'indifférence et la désinvolture bravent le régime. Mais ce que Mohsen Bouazizi n'avait pas vu alors, c'est comment un personnage comme Mohamed Bouazizi, originaire de la même ville que Mohsen – Sidi Bouzid –, a fini par être à ce point exclu de la vie sociale qu'il est devenu, pour reprendre les termes d'Alain Touraine, un sujet : le moteur d'un mouvement social.

Le corps de Mohamed, comme celui d'autres jeunes Tunisiens, constituait une cible pour le régime oppressif et autoritaire qui visait à le dépouiller de son identité politique. Ainsi, en commettant son acte de suicide-protestation, Mohamed a créé un modèle de résistance dont l'efficacité est atteinte au moment où le corps s'auto-immole. Comme le chercheur palestinien May Jayussi le dit, nous nous trouvons dans une situation similaire à celle des Palestiniens des ter-

>>

ritoires occupés lorsqu'ils défiaient l'autorité souveraine qui cherchait à faire d'eux des sujets humiliés – des sujets qui pouvaient être tués sans aucune considération, c'est-à-dire une mort qui n'a pas de valeur. Mohamed Bouazizi et ses semblables, qui sont morts en se suicidant, sont devenus des acteurs qui se sont délibérément sacrifiés, et par cet acte, ont inversé le rapport à l'autorité souveraine.

Cependant, en dépit de toute l'oppression du régime de Ben Ali et du recours à un état d'exception permanent, ce régime n'était pas une institution totalitaire capable de tout contrôler. Après tout, l'oppression est souvent un signe de faiblesse plutôt que de force, comme nous avons pu le constater quand le « puissant » régime de Ben Ali s'est révélé incapable d'obliger l'armée à appliquer le système répressif de la police. Le système a également échoué à réduire l'opposition au silence, en particulier au niveau de la diaspora. Ce qui apporte une lueur d'espoir à tous ceux qui luttent pour la démocratisation – comment apprendre à utiliser les faiblesses d'un régime pour aboutir à un changement dans l'ordre.

En fait, la dimension symbolique de ces révolutions arabes est remarquable. En Égypte, la jeunesse révolutionnaire est composée d'individus instruits – des hommes et des femmes, des musulmans et des chrétiens – qui utilisent leurs téléphones et ordinateurs portables pour transmettre leur révolution, et brandissent en même temps des slogans écrits à la main. Cette révolution est totalement autochtone. Ici, pas d'USAID [Agence des États-Unis pour le Développement International] ni d'autres Agences internationales pour financer des affiches et brochures sur papier glacé ou des groupes de travail dans des hôtels 5 étoiles. Le contraste est total avec les partisans du régime calcifié, venus avec leurs chevaux et chameaux et munis de briques, de couteaux et de bâtons.

Le conflit israélo-arabe n'a pas été absent des révolutions arabes. À la fois le régime égyptien et le régime tunisien, qui faisaient partie de ce qu'on appelle l'« axe de la modération », ont tenu un discours qui allait profondément à l'encontre des sentiments du peuple, qui interprétait la modération de ses régimes comme un feu vert donné au projet colonial d'Israël et au siège de Gaza. J'ai été surpris de voir que même dans un journal pro-gouvernemental comme *al-Ahram*, Moubarak a été critiqué pour avoir reçu Nétanyahou le 4 janvier, le lendemain même de la destruction de quatre maisons dans Jérusalem-Est par des Israéliens, et après les bombardements lancés sur Gaza qui ont causé la mort de trois Palestiniens.

La phobie israélienne de ces révolutions est par conséquent bien fondée. Les nouveaux régimes arabes vont bénéficier d'une légitimité populaire, sans avoir besoin d'une puissance occidentale pour les soutenir. Il est fort probable que l'Égypte retrouve sa position de leader du panarabisme, renforçant la volonté du peuple palestinien de résister au projet colonial d'Israël. Lorsqu'ils étaient interviewés, les manifestants employaient sans cesse le mot « dignité », quelque chose qui leur avait été refusé par les régimes qui ont été évincés. Ces révolutions arabes nous incitent à réfléchir sur les types de mouvements sociaux qui émergent dans le monde arabe et sur l'interaction entre les acteurs internes et externes à ces pays.

> Les acteurs du mouvement social

Deux groupes d'acteurs ont joué un rôle décisif dans ces révolutions. Il y a d'abord eu une jeunesse instruite et non affiliée à une quelconque organisation, qui a su s'allier avec des partis politiques et des syndicats qui apportent traditionnellement à ce type de mouvements la dynamique et la mobilisation dont ils ont besoin. Ensuite il y a eu la classe ouvrière, avec des travailleurs qui étaient syndiqués ou non. L'importance de ce second groupe échappe, délibérément ou non, à de nombreux analystes, qui présentent l'image mythifiée d'une jeunesse sans conscience de classe ni idéologie. En réalité, les révolutions qui ont eu lieu en Tunisie et en Égypte représentent des mouvements sociaux émergents qui combinent la forme classique fondée sur la classe sociale avec une nouvelle forme où la lutte pour les droits civiques prévaut. En plus de leur identité en tant que classe ouvrière, les individus se construisent eux-mêmes dans l'espace compris entre intégration et désintégration sociales, ce que Touraine appelle engagement et non-engagement, armés du pouvoir de la réflexivité. Par exemple, certains activistes du Mouvement du 6 avril appartiennent à l'Organisation des Frères Musulmans, mais ils ont critiqué les agissements de cette Organisation et la manière dont elle est a promptement engagé le dialogue avec l'ancien régime.

En Tunisie, l'acte de Mohamed Bouazizi a déclenché un mouvement de révolte qui a commencé comme un mouvement spontané et inorganisé mais qui a bientôt été relayé par les syndicats. L'Union Générale des Travailleurs Tunisiens a été particulièrement habile dans ses rapports avec le régime : dans le nord de la Tunisie, en particulier dans la capitale, ses dirigeants syndicaux négociaient avec le régime pendant que leurs homologues dans le sud du pays s'opposaient à celui-ci. L'Association des Avocats a également joué un rôle important en étendant le mouvement de protestation des jeunes à tous les âges, et des provinces à la capitale, Tunis. On notera le rôle prépondérant des avocats, et même des juges, dans les mouvements sociaux à travers l'ensemble du monde arabe et islamique, depuis l'Égypte jusqu'au Pakistan.

Dans le cas de l'Égypte, la révolution a été lancée par le Mouvement du 6 avril, comme un mouvement de jeunes solidaires des grèves des travailleurs à Al-Mahalla al-Kubra. Ils ont utilisé Facebook, Twitter et textos pour mobiliser des milliers de manifestants le 25 janvier, et, avec l'aide des partis d'opposition, ils ont touché des millions de manifestants qui se sont rassemblés sur la place Tahrir du Caire, à Alexandrie, Suez (où les manifestations de travailleurs ont été très importantes), Zagazig, Mansoura, etc. Chaque manifestant, muni de son téléphone portable, est devenu un « journaliste », filmant la répression exercée par l'État, court-circuitant ainsi les médias officiels. Nous nous trouvons en fait dans une période de révolutions où les droits politiques et civiques supplantent les revendications idéologiques. Les régimes arabes, ainsi que certains théoriciens et journalistes arabes et occidentaux, pensaient que seul les partis islamistes pouvaient mobiliser la rue arabe. Les cas tunisien et égyptien montrent que bien que les mouvements islamiques sont importants, ils ne peuvent réussir seuls,



mais ont plutôt besoin d'alliances avec d'autres groupes d'opposition. La force des mouvements islamiques consiste à dépasser le slogan simpliste « l'Islam est la solution », pour aller vers la liberté et la démocratie – en joignant leurs forces à celles d'autres partis d'opposition.

Mais qu'en est-il des associations des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales (ONG) ? De nombreux donateurs et organismes internationaux limitent leur perception de la société civile à ces associations « dépolitisées », estimant que ce sont elles qui seraient porteuses du changement. Ces associations ont joué un rôle d'auxiliaires en relation avec les syndicats et les partis d'opposition, en diffusant des informations sur les victimes et le nombre de morts, et en exhortant les puissances internationales, à un niveau à la fois officiel et officieux, à prendre fermement position contre le régime. Par conséquent, l'une des caractéristiques les plus importantes de la société civile a été d'avoir opéré une synergie entre les syndicats et partis et les ONG. Il est temps que les donateurs qui financent seulement des ONG étendent leur soutien à toutes les institutions, non seulement pour éviter la multiplication des ONG, mais aussi pour renforcer les syndicats et les partis qui, à leur tour, alimentent les ONG en nouveaux talents.

À la différence des révolutions d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, ces deux révolutions n'ont pas de leaders d'une opposition unifiée. On se trouve plutôt face à des révolutions sans leaders, une fragmentation sans organisation – quoique cela se soit amélioré avec le temps. Les médias de masse, bien que moins importants, ont cependant informé les gens sur ce qui se passait, en particulier quand les chaînes de télévision nationales tunisienne et égyptienne pratiquaient la désinformation généralisée. Le 26 janvier, la télévision nationale égyptienne présentait une émission de cuisine, comme s'il ne se passait rien dans les rues. Des chaînes comme Al-Jazira, BBC Arabic et France 24 diffusaient pour leur part des images qui leur étaient envoyées par des activistes depuis leurs téléphones portables, apportant par là des informations et des éléments d'analyse. Il convient de souligner que Al-Jazira est alors passée du « principe de non-ingérence » dans les affaires intérieures arabes à une posture de « solidarité » avec les griefs de la communauté arabe.

> Et maintenant ?

Au bout du compte, on peut seulement espérer que ce formidable soulèvement soit le point de départ d'un processus de démocratisation – un processus qui sera semé d'embûches. Dans tous les cas, le temps est révolu où l'on croyait que le seul choix possible était entre la stabilité et la sécurité d'un dictateur et le danger de l'extrémisme islamique. La vieille devise de Mao Zedong est pertinente : « Il y a un immense chaos sous les cieus – la situation est excellente ». Dans l'avenir immédiat, il faut nous attendre à beaucoup de moments difficiles et à de multiples négociations avec l'armée qui a pris le pouvoir à la fois en Tunisie et en Égypte. ■

> Billet sur l'ISA

Jennifer Platt, Vice-Présidente des Publications de l'ISA

La réunion annuelle du Comité Exécutif, qui s'est tenue cette année à Mexico (21-25 mars), ainsi qu'un colloque avec nos collègues mexicains, me donnent l'occasion d'écrire sur l'histoire de l'ISA au Mexique. Jusque dans les années 90, seuls 4% des membres individuels de l'ISA étaient originaires d'Amérique latine, mais ils occupaient une place plus importante au sein des Comités de Recherche et du Comité Exécutif (CE) où ils ont presque toujours été représentés. Gino Germani (Argentine, Vice-Président 1962-66) et Fernando Cardoso (Brésil, Président 1982-86) y ont joué un rôle particulièrement important. Cependant, le premier membre du CE basé au Mexique fut, entre 1978 et 1982, Francisco Zapata, exilé politique originaire du Chili ; il avait été proposé comme candidat par Alain Touraine, avec qui il avait étudié à Paris. Le suivant fut Jorge González, de 1994 à 1998.

L'un des moments phares fut le Congrès Mondial de 1982 à Mexico – le premier à être tenu dans un pays du tiers-monde. Ulf Himmelstrand était alors Président de l'ISA, et le thème général choisi « La théorie sociologique et la pratique sociale » ; le comité local d'organisation était dirigé par Gerardo Estrada, de l'Université Nationale Autonome de Mexico. Le nombre de participants fut tel qu'il fallut faire imprimer en dernière minute des exemplaires supplémentaires du programme – et, plus important peut-être, un certain nombre de ceux qui assistèrent au Congrès n'étaient pas inscrits comme participants.

Les étudiants mexicains protestèrent à la fois contre la forme et le contenu des réunions. Le programme comprenait peu de communications portant sur les problèmes du Mexique – des problèmes pourtant aigus à l'époque, avec la dévaluation du dollar et la nationalisation des banques. Pour beaucoup de Mexicains, la sociologie avait trop tendance à être axée sur l'activité politique et à privilégier l'aspect purement théorique, et le fait de ne pas réussir à se centrer sur ce type de problèmes fut donc vivement critiqué. Pour répondre à cette revendication, on improvisa de nombreuses séances en plus du programme officiel, qui furent tenues dans le même bâtiment, avec des intervenants mexicains et sur des sujets relatifs au Mexique. Le fait que le congrès soit mené presque exclusivement en anglais fut également l'objet de vives critiques. Lors d'une séance plénière, de nombreux participants manifestèrent pour exiger que les interventions soient traduites en espagnol (qui n'était pas encore une langue officielle de l'ISA) – l'une des banderoles avait pour slogan « *Cervantes yes, Shakespeare no* » ; d'autres séances furent interrompues pour les mêmes raisons. Les ressources financières de l'ISA ne permettaient pas alors (et ne permettent toujours pas) la traduction simultanée par des interprètes professionnels, si ce n'est pour les séances plénières, mais des dispositions furent prises pour que des étudiants puissent offrir ce service lors de certaines séances. (Artur Meier avança, dans un rapport qu'il rédigea à la suite du Congrès, que ces manifestations ne correspondaient pas seulement à un conflit linguistique, mais à l'affirmation d'une identité culturelle nationale face à une expansion de l'hégémonie américaine, perçue comme une forme d'impérialisme.) Le même type de contestation a eu lieu en 1990 à l'occasion du Congrès mondial tenu à Madrid, et c'est alors que l'espagnol est finalement devenu une langue officielle de l'ISA.

> Solidarité avec les sociologues japonais

Les membres du Comité Exécutif de l'ISA voudraient exprimer leur sympathie et leur solidarité à l'égard des victimes des terribles séisme et tsunami japonais et de l'accident nucléaire qui en a résulté. Nous savons que le peuple japonais va continuer d'affronter cette tragédie sans précédent, avec courage et un esprit collectif renforcé. Nous voudrions exprimer notre engagement, par tous les moyens possibles, en faveur de la sociologie japonaise, et plus particulièrement du succès du Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA prévu à Yokohama en 2014. Nous sommes conscients que cet évènement est la consécration de 100 ans de sociologie japonaise. Dans ces moments de grande inquiétude et de désarroi, nous sommes d'autant plus sensibles au fait que deux membres de la Société Japonaise de Sociologie – son Président, le Professeur Shujiro Yawaza, et le président du Comité Local d'Organisation du Congrès de 2014, le Professeur Koichi Hasegawa – se soient arrangés pour venir assister à la réunion du Comité Exécutif de l'ISA à Mexico. Le Professeur Hasegawa a présenté au Comité Exécutif le compte rendu qui est reproduit intégralement ci-après.



Le Centre de Prévention des Catastrophes.
Photo de Koichi Hasegawa.

Le long du magnifique littoral fortement découpé du nord-est du Japon, le tsunami a détruit tous les ports de pêche, balayant sur son passage les constructions en bois pour ne laisser que les armatures en acier. Cette photo de la ville dévastée de Minami Sanriku montre la structure de son centre de prévention des catastrophes, haut de trois étages. Parmi plus de 30 fonctionnaires qui travaillaient dans ce bâtiment le 11 mars, seuls huit, dont le maire de la ville, ont été miraculeusement sauvés par le toit. Les autres sont morts, y compris une jeune femme dont le travail consistait à transmettre les instructions d'évacuation au travers du dispositif sans fil de la communauté. Sa voix a sauvé de nombreuses personnes, mais elle a elle-même été emportée. Les pylônes électriques nouvellement érigés marquent l'esprit combatif d'un peuple animé par l'espoir et la détermination à reconstruire le Japon.

> Yokohama, le port de l'espoir

Koichi Hasegawa, Université du Tohoku, Sendai, Président du Comité Local d'Organisation pour le Congrès Mondial de Sociologie de 2014 à Yokohama

Dans l'après-midi du 11 mars, des séismes et des vagues de tsunami dévastateurs ont frappé la côte pacifique du nord-est du Japon. La ville de Sendai, où je vis, a été l'une des zones les plus durement touchées. Ma famille et moi-même avons eu la chance de survivre. Au moment où le tremblement de terre a frappé, j'étais précisément en train de travailler sur le budget du Congrès Mondial de Sociologie de l'ISA. Un vendredi après-midi tranquille a subitement tourné au désastre. Une série d'énormes secousses, comme je n'en avais jamais connues auparavant, nous ont atteints, moi, ma famille, et tous les habitants de la région. Pratiquement tous mes livres et dossiers sont tombés à terre. Un instant plus tard, je me trouvais au milieu de piles de livres et de papiers d'un mètre de haut. Encore aujourd'hui, deux semaines après, je n'arrive toujours pas à y croire. J'ai la sensation d'avoir participé à un film, pas à la vie réelle.

Tout comme San Francisco et Los Angeles, le Japon est coutumier des tremblements de terre. L'archipel nippon est situé à la frontière de quatre plaques tectoniques. Ainsi, dans une certaine mesure, les tremblements de terre ont toujours marqué l'histoire de la société japonaise, et les Japonais s'attendent toujours à d'importants séismes et y sont préparés. Cependant, personne n'a vu venir les secousses multiples et successives qui ont frappé le nord-est du Japon –

trois séismes majeurs se sont succédé durant les cinq premières minutes. C'est pour cette raison que le tsunami déclenché par les séismes de magnitude 9 a gagné en force aussi vite et les dommages provoqués par les vagues ont dépassé l'imagination.

Cependant, au vu du nombre et de l'ampleur des séismes – il s'agit du quatrième plus important tremblement de terre dans le monde – et de la forte densité de population de la société japonaise, les dégâts ont été finalement relativement limités. La population était bien préparée, avec des bâtiments conçus pour résister aux séismes. Dans les écoles, dans les quartiers, des exercices d'alerte aux séismes et tsunamis avaient été régulièrement pratiqués.

Je suis très fier que jusqu'à présent aucune émeute ni scène de pillage n'aient été signalées. Même après les pires dégâts, même dans les zones les plus durement touchées, et même dans l'agglomération de Tokyo, les gens se sont comportés avec calme, ont pris place dans les files d'attente pour obtenir de la nourriture, de l'eau et accéder à des moyens de transport retardés. Nombre de reporters étrangers ont été impressionnés que le sens de l'ordre qui caractérise la culture japonaise ait prévalu même dans de telles circonstances.

Près de 10.000 morts ont d'ores et déjà été recensés, essentiellement

dans les zones côtières, et plus de 16.000 personnes sont encore portées disparues, deux semaines après la catastrophe. Ces séismes et ce tsunami sont les pires catastrophes naturelles de l'histoire moderne du Japon.

Pour changer la politique énergétique du Japon, fallait-il une catastrophe nucléaire comme celle de Tchernobyl ?

Nous sommes nombreux à être profondément préoccupés par les réacteurs nucléaires de Fukushima. En tant que sociologue de l'environnement et spécialiste des mouvements sociaux, je suis foncièrement opposé à la politique énergétique japonaise de promotion de l'énergie nucléaire. En 1996, j'ai publié une critique de cette politique dans un livre intitulé *Le choix d'une société post-nucléaire*, dans lequel je pressais le gouvernement japonais de mettre fin à sa politique énergétique fondée sur le nucléaire. Quand j'étais invité à donner des conférences publiques, je soulevais souvent la question suivante : « Pour changer la politique énergétique du Japon, nous faut-il une autre catastrophe nucléaire comme celle de Tchernobyl ? ». Il est extrêmement regrettable que mon avertissement d'il y a 15 ans soit devenu réalité. Le gouvernement japonais a manqué et négligé plusieurs occasions de tirer les leçons de la catastrophe de Three Mile Island, de celle de Tchernobyl et



Koichi Hasegawa, Président du Comité Local d'Organisation du Congrès Mondial de Yokohama.

d'autres accidents moins connus. Je dois dire, à regret, que je ressens un profond sentiment d'impuissance et de vide au regard de ce problème.

> Le Congrès se tiendra dans des lieux sûrs, conçus pour résister aux séismes

Je peux comprendre que vous vous mettiez tous à réfléchir à deux fois avant de venir au Japon pour assister au prochain Congrès Mondial de l'ISA en 2014. Mais permettez-moi de vous dire une chose : vous voudrez assurément venir voir comment le Japon aura alors redémarré. Au cours de son histoire, la société japonaise n'a cessé de surmonter de tragiques expériences – le grand séisme de Kanto en 1923, les raids aériens de la Seconde Guerre mondiale sur Tokyo et les bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki en 1945, et plus récemment, le tremblement de terre de Kobe en 1995.

Les derniers séismes n'ont pas provoqué de dégâts majeurs dans la ville de Yokohama ni sur le site du prochain Congrès, PACIFICO Yokohama. La mairie de Yokohama m'a par la suite informé que les bâtiments sont conçus pour résister à des tremblements de terre de grande ampleur et subissent régulièrement des contrôles de sécurité. Les lieux de notre congrès ont été construits pour résister intégralement

aux séismes. Et Yokohama n'a jamais connu de tsunamis. Au cours des 152 ans d'histoire de la ville, seule une minuscule vague a été enregistrée, sans provoquer aucun dégât. La forme de la baie de Yokohama rend difficile l'entrée de vagues de tsunami à l'intérieur des terres. Yokohama et ses habitants sont très bien préparés contre les séismes.

> Le Comité Local d'Organisation japonais fera de son mieux

Le Comité Local d'Organisation japonais est constitué d'une importante équipe qui a commencé à travailler en juin 2008. Ses 17 membres proviennent de tout le Japon et travaillent dans différents domaines de recherche. Nous faisons de notre mieux pour que ce Congrès soit le mieux organisé de tous les Congrès Mondiaux de Sociologie. En collaboration avec le Comité Exécutif de l'ISA et la Société Japonaise de Sociologie, nous apprenons des expériences du Congrès de Göteborg et en tirons les leçons. En ce qui concerne le complexe PACIFICO Yokohama, deux bâtiments proches offriront sur le même site 80 salles de réunion pour les comités de recherche et autres groupes. Les salles se trouvent à moins de dix minutes à pied les unes des autres.

Le Comité Local d'Organisation japonais est en train de préparer cinq sessions thématiques sur les sujets suivants :

- Catastrophes naturelles et humaines, et rétablissement de la société locale
- Faible fécondité, vieillissement accéléré de la société, et évolution des rapports entre les sexes
- Questions liées à la société civile : OSC [Organisations de la société civile], ONG, mouvements sociaux
- Modernisation et mondialisation accélérées dans le contexte est-asiatique
- Recherches sociales et enseignement dans le domaine de la sociologie

Ces sujets sont étroitement liés au thème du Congrès : « Faire face à un monde inégal : défis pour une sociologie globale ». Nous mettons également l'accent sur les approches est-asiatiques, et travaillons en collaboration avec des sociologues corens, chinois et taiwanais.

> Faisons de Yokohama le Port de l'Espoir

Le complexe PACIFICO Yokohama est situé dans le quartier de Minato-Mirai, appelé le « Port du Futur », qui veut aussi dire « Port de l'Espoir ». Yokohama a longtemps été le centre des interactions entre l'Orient et l'Occident et le carrefour des échanges entre l'Asie du Nord-Est et l'Asie du Sud-Est – jetant un pont entre l'Asie et l'Amérique, et reliant les régions nord et sud de l'Asie au reste du monde. Du temps où l'on ne voyageait pas encore en avion, c'était le Port de l'Espoir pour tous les jeunes qui quittaient l'Asie pour l'étranger. Beaucoup entraient au Japon via Yokohama, à la recherche d'une vie meilleure. Actuellement, Yokohama est l'une des « villes globales » du Japon et présente de façon éloquent de nombreuses facettes de la diversité, affichant des différences et des dynamiques fascinantes basées sur les différents groupes ethniques, remettant en question l'image stéréotypée d'une société japonaise homogène.

L'une de nos préoccupations concerne le nombre de participants. Notre objectif est d'attirer plus de 5000 délégués, comme ce fut le cas lors du Congrès de Göteborg. Je crains que le nombre de participants ne soit inférieur à cause des images négatives de séismes et d'accident nucléaire.

Mais je sais que vous n'êtes PAS des « sociologues de salon ». Vous êtes tous de courageux sociologues qui affrontez la réalité sociale. Je vous invite à encourager vos collègues, amis et étudiants à venir voir et connaître dans trois ans à Yokohama, en 2014, une société japonaise reconstituée et fortifiée. Votre engagement à venir au Japon et à participer au Congrès Mondial constituera un stimulant majeur pour la société japonaise et la sociologie japonaise. Assurez-vous de venir au Japon et de voir de vos propres yeux son peuple et sa culture, afin de pouvoir connaître et éprouver la renaissance du Japon. Faisons en sorte que Yokohama redevienne le Port de l'Espoir, un lieu où des sociologues courageux s'affrontent à un monde d'inégalités et recherchent des alternatives et des lendemains durables. Le Congrès de Yokohama est votre congrès. Merci de votre soutien. ■

> Une sociologie internationale avec différentes épistémès

Sujata Patel, Université de Hyderabad, Inde

Dialogue Global a engagé un intéressant débat portant sur la sociologie internationale. Mon intervention a trait aux deux contributions d'Ulrich Beck sur le thème du « tournant cosmopolitique » (*Dialogue Global* 1:2 et 1:3) et fait aussi référence aux commentaires de Raewyn Connell sur le sujet (*Dialogue Global* 1:2). Ce commentaire-ci se concentre autour de trois idées : le cosmopolitisme méthodologique, le nationalisme méthodologique, et la sociologie globale.

Le cosmopolitisme, ainsi que le dit Craig Calhoun, est à la mode. Je ne vais pas décrire ses différentes acceptions et évolutions ; je l'entends dans son sens courant, à savoir la reconnaissance de l'« autre » dans toutes ses implications, ou pour le dire plus explicitement, comme le fait l'édition 2000 de *Public Culture* : « dans ses larges filets mouvants » il « saisit quelque chose de notre besoin de fonder notre sens de la réciprocité dans les conditions de la réciprocité... ». Assurément, c'est seulement quand nous reconnaissons cette réciprocité et cette différence qu'il est possible de combiner ce que Beck énonce comme les « perspectives systématiquement contradictoires (entre Nord et Sud) au niveau de l'analyse sociologique ».

Ma question est la suivante : Pourquoi le cosmopolitisme méthodologique de Beck ne reconnaît-il **pas** une des expériences les plus significatives en matière de savoir en sociologie dans les différentes régions du Sud ? Ceci n'a pas seulement été discuté par Connell dans son livre *Southern Theory*, mais a aussi fait l'objet de travaux de la part de nombreux universitaires du Sud Global. Cela a été défini et identifié comme une dépendance théorique, et ses manifestations ont été étudiées dans les processus d'enseignement et d'apprentissage, dans les programmes, dans les processus de recherche, dans la formulation des critères de validation des articles pour les journaux ou les livres, et enfin dans la définition du lieu de publication et de ce qu'est l'excellence académique.

Quelles sont les raisons de la perpétuation de la prédominance de ces dépendances sur le plan théorique ? Les réponses sont multiples, et cela commence avec l'analyse de la relation entre le colonialisme et ses systèmes de connaissance. Cependant, sa prédominance sous la forme du syndrome de l'« esprit captif » (dans les termes de Syed Hussein Alatas), même après la disparition formelle du colonialisme, a conduit bon nombre de chercheurs à explorer les théories relatives à la modernité et donc le domaine de la sociologie. Les universitaires ont soutenu que les théories sociologiques européennes et nord-américaines sont ethnocentriques et que son épistémè eurocentrique a gêné le développement d'une discipline véritablement inclusive qui puisse être appelée « cosmopolitique ».

Une imagination eurocentrique se comprend en termes de représentation de sa propre image. Le développement de cette image de soi prend sa source dans l'Europe des Lumières qui a donné naissance à un nouveau sujet rationaliste et humaniste. Avec la raison et la science, ce sujet a conquis le temps et l'espace, assurant et remplissant les exigences en matière de progrès humain.

Au lieu de percevoir la modernité comme un système économique mondial (un mode de production capitaliste plus un marché), reposant sur une organisation politique (un système d'États-nations, chacun tenant sa légitimité de la loi) et sociale (sous la forme de classes, sexe, races, appartenance ethnique) en liaison avec des pratiques culturelles (comme les loisirs, le bien-vivre), l'imagination eurocentrique a figé tout cela dans le sens, comme le soutient Arif Dirlik, d'un processus culturaliste interne à l'Europe. Cette image de soi a émergé non seulement sous la forme de son propre développement endogène mais aussi dans et à travers l'organisation de processus de domination coloniaux et impérialistes. Cependant, les chercheurs européens ont évalué et continuent d'évaluer ce discours non dans son rapport réciproque avec le colonialisme, mais à l'intérieur des limites de sa propre histoire et de sa langue. Cette orientation continue aujourd'hui à servir de référence pour expliquer les processus de haute, radicale ou seconde modernité en Europe et en Amérique du Nord et régit la discussion sur le nationalisme méthodologique.

> Le nationalisme méthodologique

Deux concepts sont cruciaux dans la théorie du nationalisme méthodologique, celui d'espace et celui de lieu. Les théoriciens ont essayé d'analyser séparément ces deux concepts, mais souvent il y a un flou conceptuel au niveau de leur utilisation. Le plus souvent, le concept d'espace est entendu comme un discours abstrait listant les interrelations sociales, tandis que le concept de lieu est perçu comme étant l'endroit physique où ces relations sont actualisées – les lieux sont le vecteur du mélange de relations sociales. Avec le temps, ces lieux « s'étendent » et s'identifient eux-mêmes en terme de « conscience », et associent des significations symboliques (comme dans le cas d'une ville comme Buenos Aires ou d'un État-nation comme l'Afrique du Sud). Et à leur tour, ces identités permettent à des solidarités de se construire contre d'autres lieux/territoires, comme le national (Singapour contre la Malaisie) et le supranational (l'Indonésie contre la Hollande) en utilisant des liens et des solidarités de lieux « localisés » (la place Tahrir).

Le nationalisme méthodologique rend confuse l'articulation complexe entre espace et lieu quand il soutient que les conceptions de la nation, la nationalité et le nationalisme, ont influé de manière **uniquement** négative sur la définition des sciences sociales (tant dans la manière dont les théories étaient organisées que dans les méthodologies et méthodes mises en œuvre). Il a pu en être ainsi dans les pays des Empires colonisateurs, comme la France et l'Allemagne où les « fondateurs » de la sociologie ont élaboré les canons des disciplines, mais cette affirmation ne peut pas être appliquée au monde entier. Car la nation et le nationalisme ont aussi été pris en considération de manière positive à travers les discours d'ex-pays coloniaux, comme par exemple l'Inde. Un

examen historique de l'évolution de la discipline de la sociologie en Inde nous permet de comprendre cette complexité.

Les sciences sociales, quand elles se sont développées en Inde, utilisaient une conception nationaliste pour questionner l'usage que faisait le colonialisme des théories et méthodologies anthropologiques qui construisaient un discours sur la société « indienne » comme une société non moderne. Le développement des idéologies nationalistes, pendant et après la phase de pré-indépendance, ont permis une interrogation sur le savoir colonial reçu qui évaluait la « société indienne » de l'« extérieur », affirmant le besoin de l'étudier de l'« intérieur », facilitant ainsi la création d'un langage sociologique permettant de débattre avec les théories développées au sein de la sociologie européenne. Avec le lancement d'un projet nationaliste et moderniste, qui utilisait l'élévation du niveau d'éducation pour créer des opportunités de mobilité, ces sciences sociales orientées vers le nationalisme ont été amenées à jouer un rôle fondamental dans la conceptualisation d'une planification du changement social et du développement.

«... Pourquoi le cosmopolitisme méthodologique de Beck ne reconnaît-il pas une des expériences les plus significatives en matière de savoir en sociologie dans les différentes régions du Sud ? ... »

Ainsi, dans le cas de l'Inde, comme dans celui des ex-pays coloniaux, le nationalisme méthodologique était une prise en compte consciente d'un lieu/territoire pour créer un ensemble de lignes directrices susceptibles d'affronter les discours des pays coloniaux en matière de sciences sociales. L'identification avec un « lieu » permettait aux intellectuels « nationaux » de construire une solidarité intellectuelle contre le savoir colonial dominant. D'autre part, la reconnaissance de cette solidarité liée au lieu a facilité le développement d'un discours « alternatif ». Cela devint alors la norme pour organiser l'institutionnalisation des systèmes de savoir à travers une série de mesures et de règlements. Ces mesures ont déterminé les protocoles et les pratiques relatifs aux processus d'enseignement et d'apprentissage, la mise en place et les pratiques de recherche au sein des instituts de recherche, la distribution de subventions pour la recherche, le langage de la pensée, l'organisation de la profession, et les définitions des spécialistes et du savoir.

Cette généalogie nécessite d'être mise en valeur et appréciée au regard des aspects négatifs soulignés dans le débat sur le nationalisme méthodologique. Plutôt que de restreindre la compréhension de la sociologie internationale, les sociologies nationalistes des ex-pays coloniaux l'ont élargie. D'un côté, elles ont permis d'affirmer des voies alternatives pour évaluer des processus dans des contextes précis, et ainsi de souligner les multiples particularités qui ont structuré le monde, et d'un autre côté, elles ont mis en lumière les inégalités qui constituent le fondement de la sociologie internationale. Cet héritage est toujours d'actualité aujourd'hui et on ne peut pas faire comme s'il n'existait pas.

Cela ne revient pas pour autant à affirmer que la réduction de la « société » à un lieu/territoire (tel que défini par l'État-nation) propre aux sociologies nationalistes des ex-pays coloniaux, n'a pas créé de problèmes méthodologiques. Il est clair que ces sociologies ont rendu invisibles, et/ou ont réduit les voix et écarté les expériences liées à un lieu, des « pauvres » « sur place » et des groupes défavorisés « marginaux ». Si les sociologies de la fin du XX^e siècle ont questionné le supranational, elles ont aussi dominé et universalisé leurs propres infra-locaux. La question controversée est : quels genres de cadres sont nécessaires pour créer une sociologie internationale qui pourrait inclure dans son analyse ces processus conflictuels et contradictoires de domination-subordination qui ont organisé leurs épistémés différentiels et contraint au silence de nombreux autres dans le monde ?

> Une sociologie globale ?

Je suis d'accord avec Beck quand il demande « comment la théorie sociale et politique peut-elle être ouverte, sur un plan théorique, empirique aussi bien que méthodologique et normatif, aux modernités historiquement nouvelles, qui sont enlisées, et que menacent leurs propres fondations ? ». On pourrait débattre si « modernités enlisées » est la caractérisation à utiliser pour étudier le système capitaliste interconnecté au niveau mondial qui était engagé dans des processus inégaux et combinés, depuis le XV^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Mais il est clair que nous avons besoin de nous dégager et de nous éloigner des représentations qui ont organisé ses discours (comme en sociologie) depuis le XVIII^e siècle dans les termes binaires de l'universel (eurocentrique)/particulier (ex-colonial et national). Simultanément, nous devons garantir que quand nous faisons cela, nous n'utilisons pas une épistémé universelle qui à nouveau pourrait créer un esprit « captif », à la fois du fait des mots et du langage que nous utilisons et aussi de leurs sens.

Malheureusement les termes « cosmopolitique »/« cosmopolitisme » et « global » ont eu une longue histoire au sein des modernités européennes, et restent surchargés par ces histoires et donc par leur signification. J'ai donc préféré utiliser le terme « diversités », parce que dans de nombreuses langues, y compris l'anglais, son usage a été multiple et son sens peut aller de la simple affirmation d'une différence à l'élaboration d'une théorie ontologique de la différence qui reconnaît le pouvoir comme un concept central dans la création des épistémés. Symboliquement, cela implique aussi une dispersion plutôt qu'une homogénéisation. Également, dans ses effets (comme pour une théorie ontologique), son usage permet à ces épistémés de ne pas être placées sur une seule ligne et d'être considérées comme égales entre elles. Celles-ci restent plutôt dans diverses relations réciproques de l'une avec l'autre, et à leur tour sont organisées par les conditions de leur propre réciprocité. Ces conditions sont structurées par différents niveaux de dynamiques espace/lieu à l'intérieur d'une matrice de pouvoir. Individuellement, ces épistémés ne sont ni supérieures ni inférieures, et considérées globalement, elles restent distinctes, variées, universelles mais interconnectées. Elles présentent et définissent leurs propres théories pour affirmer chacune leurs perspectives différentes en matière de sociologies aussi bien au niveau théorique que pratique.

Le défi aujourd'hui est de créer un langage et l'infrastructure intellectuelle susceptibles de reconnaître cette matrice de pouvoir quand elle porte en avant les nombreuses voix des traditions en matière de sociologie. ■

> Faire face aux inégalités : un débat international à Mexico

Raquel Sosa Elízaga, Université Nationale Autonome de Mexico, Vice-Présidente pour le Programme



Göran Therborn, membre du Comité du Programme, lors de la Conférence sur les Inégalités à l'UNAM.

pays comme l'Inde, l'Afrique du Sud, le Mexique et d'autres pays d'Amérique latine, le Liban, le Japon, les Émirats arabes unis, les États-Unis, l'Espagne, les Philippines, la Suède, la France, la Russie et la Grande-Bretagne. Ce fut un examen instructif des différents sens et degrés des inégalités dans des contextes culturels divers. Le tissage de ce réseau complexe nous force à repenser non seulement nos explications mais aussi nos propositions pour surmonter les inégalités et les problèmes qui en découlent.

Enfin, différentes conceptions de la justice ont été évoquées au cours de notre débat, depuis celles développées par John Rawls et Amartya Sen jusqu'aux contributions sociologiques de Göran Therborn, David Harvey et Pierre Bourdieu. La compréhension du rapport entre inégalité et exclusion, inégalité et violence, inégalité et rapports de force, et leurs répercussions sur l'organisation de l'espace public met en évidence les limites des perspectives dans le cadre étroit d'une discipline. L'urgence de la situation dans le monde appelle la sociologie à influencer sur le débat public.

Cette réunion était la première d'une série de forums, de groupes de travail et de colloques sur la question des inégalités dans le monde aujourd'hui – des débats qui se poursuivront au Forum de l'ISA à Buenos Aires (2012) et culmineront au Congrès Mondial de Yokohama en 2014. Ceci devrait inspirer de nouvelles orientations en sociologie, discipline qui bénéficie actuellement d'un regain d'intérêt dans le monde. ■

Parallèlement à la réunion du Comité Exécutif de l'ISA qui s'est tenue à Mexico du 21 au 25 mars 2011, la Faculté de Sciences Politiques et Sociales de l'Université Nationale Autonome de Mexico a rassemblé des sociologues de premier plan, originaires du Mexique et d'autres pays latino-américains ainsi que du monde entier, pour débattre de la question des inégalités. Au cours de trois conférences, le Président de l'ISA Michael Burawoy, Rolando Cordera, et Göran Therborn, ont examiné le champ des études sur les inégalités, leurs origines et leur développement dans les sciences sociales et leurs diverses implications au niveau du monde contemporain.

Dans le cadre de trois panels de discussion, quelque 18 collègues de différents pays nous ont présenté une vue d'ensemble complète du débat théorique autour des inégalités, une analyse de leurs différentes expressions sociales et culturelles, et les perspectives pour différentes régions du monde. Nous avons examiné les risques d'aggravation des inégalités et la manière dont des communautés organisées pouvaient aborder ces inégalités, lesquelles se sont considérablement aggravées

au cours des 30 dernières années.

D'un point de vue critique, plusieurs collègues ont soutenu que nous nous trouvons à un tournant de civilisation, que la surexploitation des ressources naturelles et la destruction de l'environnement risquent de compromettre les possibilités de reproduction de la vie sur notre planète. Concernant aussi bien notre inquiétude au sujet des guerres et des catastrophes que notre expérience des luttes pour l'eau, tous les participants ont manifesté leur sensibilisation et leur attachement au principe consistant à éviter la prédation et à rechercher des alternatives réelles susceptibles de protéger notre existence collective.

Au cours de chacune des sessions, l'étude de ce phénomène complexe nous a permis d'identifier les inégalités qui se chevauchent et se recoupent, des inégalités associées à la discrimination, au racisme, à la violence exercée contre les femmes, à l'ignorance et à l'indifférence face aux besoins des communautés et des villes, à la négation de la diversité culturelle, et à l'essor de nouveaux groupes, secteurs et classes sociales. Nous avons pu faire appel aux connaissances de nos intervenants sur les inégalités dans des

> Réunion du Comité Exécutif à Mexico, 21-25 mars 2011

Michael Burawoy, Université de Californie, Berkeley, et Président de l'ISA



Le Comité Exécutif de l'ISA réuni dans le magnifique jardin botanique de l'UNAM à Mexico.

Le Comité Exécutif de l'ISA s'est réuni cinq jours durant à Mexico, magnifiquement accueilli à l'UNAM (Universidad Nacional Autónoma de México) par la Faculté des Sciences Politiques et Sociales, et plus particulièrement par son doyen Fernando Castañeda Sabido, qui est également Président de l'As-

sociation Mexicaine de Sociologie, et Raquel Sosa Elfzaga, par ailleurs Vice-Présidente du Programme de l'ISA. Le marathon de cinq jours a débuté par une réunion du Comité du Programme qui a duré toute la journée, et s'est poursuivie avec les réunions du Comité des Publications présidé par sa Vice-Présidente Jennifer Platt,

le Comité des Finances et des Adhésions présidé par son Vice-Président Robert Van Krieken, le Comité de Liaison des Associations Nationales, présidé par sa Vice-Présidente Tina Uys, et le Comité de Coordination de la Recherche, présidé par sa Vice-Présidente Margaret Abraham. Le Comité Exécutif s'est réuni au complet

>>

pendant deux journées à la fin de la semaine. Parallèlement aux réunions des différents comités, nos hôtes ont organisé une conférence passionnante qui a fait appel à des sociologues mexicains et des sociologues de l'ISA pour traiter le thème *Faire face aux inégalités : un défi pour le monde contemporain*, préfigurant les futurs débats du Congrès Mondial de l'ISA à Yokohama.

J'ai rendu compte des voyages que j'ai effectués dans différents pays depuis que j'ai été élu Président au Congrès de Göteborg, avant d'exposer les progrès réalisés dans le domaine de nos nouveaux Mondes Numériques : notre nouvelle newsletter, *Dialogue Global*, désormais publiée en neuf langues, six fois par an ; l'université ouverte *Global Sociology, Live!* ; notre propre *Sociotube* consacré à la sociologie en action ; et enfin notre blog, *Universities in Crisis*. Toutes ces initiatives ont reçu un accueil favorable, et l'ISA a désormais une page opérationnelle sur Facebook qui a suscité beaucoup d'intérêt. J'ai insisté sur l'importance d'associer des équipes de jeunes sociologues à travers le monde pour travailler sur ces Mondes Numériques.

L'un de mes engagements en faveur des Mondes Numériques est d'augmenter l'ouverture et la transparence pour ce qui concerne à la fois les activités du Comité Exécutif (CE) mais également sa relation avec les Associations Nationales, les Comités de Recherche et les membres de l'Association en général. C'est pourquoi nous allons désormais publier dans *Dialogue Global* un bref compte rendu annuel de nos réunions, tel que celui-ci, incluant les principales décisions prises par le CE. Nous avons également débattu d'une série de principes qui régiraient nos prises de décision et nos délibérations, y compris la reconnaissance des « conflits d'intérêts ».

Il a été convenu que je mettrais en place un certain nombre de sous-comités pour traiter de questions concernant les droits de l'homme pour les sociologues, les sociologues en début de carrière, les prix

décernés par l'ISA, et l'adhésion de l'ISA à d'autres organisations internationales.

Vous trouverez ci-après un résumé des rapports de chacun des Vice-Présidents.

Margaret Abraham, Vice-Présidente chargée de la Recherche

La réunion à Mexico du Comité de Coordination de la Recherche (CCR) a été fructueuse. Il y a été question de différents sujets soulevés lors de la réunion précédente du CCR à Göteborg, ce qui a impliqué pour les Comités de Recherche la mise en ligne de leurs Objectifs et Exigences actualisés et l'approbation de la recommandation d'augmenter de 25 à 50 membres en règle de l'ISA le nombre minimum de membres pour constituer un Comité de Recherche (CR), et 25 membres pour constituer un Groupe de Travail (GTr). Margaret Abraham a présenté un rapport sur Congrex (basé sur les différentes informations des CR, GTr, et GTh – Groupes Thématiques) et sur les projets pour le Forum de 2012 à Buenos Aires. Le CCR a débattu de ces rapports et d'autres sujets relatifs aux CR, y compris les élections au Conseil du CR51. Il a également examiné les propositions faites pour créer deux nouveaux Groupes Thématiques : (1) Ethnographie institutionnelle et (2) Raison et Société. La première a été approuvée tandis que la seconde est encore à l'étude. Une part importante de la réunion a été consacrée à l'examen et à l'approbation des demandes de financement des Comités de Recherche de l'ISA pour 2011.

Jennifer Platt, Vice-Présidente chargée des Publications

Les publications de l'ISA affichent de bons résultats, avec des abonnements, une diffusion et des citations en augmentation. Cependant, la charge de travail des rédacteurs a augmenté, et certains soutiens financiers locaux ont été retirés ; un appel à contributions, basé sur le détail des coûts courants, a donc été lancé – avec succès – pour augmenter notre financement. Des efforts sont réalisés pour identifier

les problèmes régionaux d'accès aux contenus numériques afin que notre politique puisse faire l'objet des adaptations nécessaires. En relation avec le Congrès Mondial de Sociologie qui aura lieu à Yokohama en 2014, il est prévu de publier un volume avec la traduction d'importants travaux écrits par des universitaires d'Asie du Nord-Est.

Aucune candidature effective n'ayant été reçue à temps pour le poste du prochain rédacteur en chef de *l'International Sociology Review of Books*, il a été convenu de prolonger le délai fixé et d'encourager plus de candidats à se présenter. Le rédacteur en chef de *Current Sociology* a organisé des séminaires pour des auteurs potentiels, et une séance de « Rencontre avec les rédacteurs » a eu lieu à Mexico. Des initiatives de ce type seront organisées dans le plus de réunions et d'activités de formation possibles.

Raquel Sosa, Vice-Présidente chargée du Programme

Le Comité du Programme pour le Congrès Mondial de 2014 à Yokohama est constitué du Président, des Vice-Présidents chargés de la Recherche et des Associations Nationales, de 4 membres du Comité Exécutif, du Président du Comité Local d'Organisation et de 6 spécialistes des sciences sociales sélectionnés pour leur niveau d'expertise et leur représentativité au plan des différentes traditions universitaires et régions. Le comité est présidé par la Vice-Présidente du Programme. Sa tâche principale consiste à définir le programme scientifique et les débats qui se tiendront à Yokohama, en organisant les différentes séances plénières, les séances de « l'auteur répond à la critique », les séances d'intégration, etc., en relation avec le thème *Faire face à un monde inégal : défis pour une sociologie globale*.

Au cours de sa première réunion, le Comité du Programme a déterminé le calendrier général du programme et les quatre thèmes principaux pour les séances plénières : analyse multidimensionnelle des inégalités, dynamique des inégalités, problèmes liés à

>>

la justice, et enfin, moyens alternatifs de vaincre les inégalités. Nous espérons que ces lignes directrices seront stimulantes pour nos Comités de Recherche et Associations Nationales et qu'elles contribueront à impulser des échanges académiques fructueux ainsi que des propositions pour traiter l'un des problèmes les plus pressants du monde d'aujourd'hui.

Tina Uys, Vice-Présidente pour les Associations Nationales

Le Comité de Liaison des Associations Nationales (CLAN) a examiné les candidatures pour devenir membres collectifs réguliers et les demandes de subventions des Associations Nationales pour la création de sites web et les conférences régionales. Les candidatures des Associations de Sociologie d'Argentine, du Bangladesh, d'Irlande, du Liban et du Mozambique ont été approuvées. Des membres du CLAN ont été désignés pour assurer la liaison avec les nouveaux membres.

Lors de l'examen des demandes de subventions, le CLAN a estimé qu'il était important de mettre au clair les conditions requises pour les deux subventions. Les subventions pour le développement d'un site web sont accordées pour aider une association nationale à créer un site web fonctionnel. Le financement d'une modification substantielle d'un site web existant, n'est pas considéré comme une priorité. Il a également été décidé d'encourager les Associations Nationales à proposer la page d'accueil de leurs sites web dans l'une des langues officielles de l'ISA. Les subventions accordées à une conférence régionale ont pour objectif d'allouer des fonds pour favoriser le dialogue par-delà les frontières nationales d'une région, ou pour organiser des séminaires interrégionaux. Des sub-

ventions dédiées à la création d'un site web et d'un séminaire régional ont été accordées à l'Institut Albain de Sociologie et à l'Association Kirghize de Sociologie ; les Associations de Sociologie espagnole et portugaise ont reçu une subvention commune pour l'organisation d'un séminaire régional. Il a également été décidé que le rapport d'avancement de chaque bénéficiaire d'une subvention doit être présenté lors de la réunion suivante du CE.

L'appel à propositions pour la conférence du CLAN en 2013 a été approuvé et sera distribué à toutes les Associations Nationales. Des discussions ont été engagées pour choisir un thème pour la conférence. Le CLAN envisage finalement de mener des recherches sur l'histoire, les membres, les activités, les structures et les contraintes de chacune des Associations Nationales en vue de déterminer comment le CLAN peut les aider.

Robert Van Krieken, Vice-Président chargé des Finances et des Adhésions

Le Comité des Finances et des Adhésions s'est réuni le 22 mars 2011 et a présenté ses conclusions au Comité Exécutif le 25 mars. Après avoir examiné un certain nombre de questions relatives aux adhésions, notamment la question d'appliquer un tarif de cotisation différent aux membres à vie des pays de catégorie A, B et C et les problèmes pour augmenter le nombre d'adhésions dans les pays de catégories B et C, un sous-comité consacré aux adhésions a été formé pour rédiger un rapport avec des recommandations pour la prochaine réunion du CE en 2012.

Tout comme le CLAN, le Comité des Finances et des Adhésions a approuvé les demandes d'adhésion

de membres collectifs réguliers. Comme ils vont être bientôt décidés, les contrats et les budgets pour les deux principaux congrès à venir – le Forum de Buenos Aires en 2012 et le Congrès Mondial de Yokohama en 2014 – ont été discutés.

Il a été décidé de constituer une provision pour donations à l'ISA lors de l'adhésion ou du renouvellement de l'adhésion de membres de l'ISA. Le budget provisionnel pour 2011 a été revu en tenant compte des demandes de subventions en provenance des Associations Nationales et des Comités de Recherche, du Président pour sa newsletter *Dialogue Global* et du Comité des Publications.

Enfin, une synthèse du budget a été réalisée pour 2010, et sera mise à la disposition des membres sur demande.

Autres sujets traités

Nous avons examiné les rapports de nos représentants à l'ONU (Jan Fritz, Rosemary Barberet et Rudolf Richter), à l'Institut National de Sociologie du Droit (Ramon Flecha and Benjamin Tejerina), et à *Global Development Network* (Emma Porio). Tina Uys nous a parlé des développements du futur Laboratoire pour étudiants de 3^e cycle de Johannesburg. Nous avons également formulé un message de solidarité à l'attention des sociologues japonais, réaffirmant notre engagement en faveur du Congrès de Yokohama de 2014. Nous avons enfin adressé nos remerciements à nos hôtes pour leur fantastique hospitalité, et à l'infatigable équipe du Secrétariat de l'ISA pour avoir organisé une réunion aussi complexe. L'ISA avance, avec plus de membres et plus d'activités. ■

> Sans frontières

Judith Blau, Université de Caroline du Nord, Présidente de la branche de *Sociologists without Borders* (Sociologues Sans Frontières) aux États-Unis, et Alberto Moncada, Président de *Sociologists without Borders International*

Médecins Sans Frontières a été, bien entendu, à l'avant-garde du mouvement « sans frontières » qui s'est accéléré avec la mondialisation. La liste qui suit n'est guère exhaustive, mais renseigne sur l'étendue du mouvement : *Architecture without Borders*, *Clowns without Borders*, *Engineers without Borders*, *Farmers without Borders*, *Monks without Borders*, *Music without Borders*, *Reporters without Borders*, *Soccer without Borders*, et *Teachers without Borders*.

Sociólogos sin fronteras (Sociologues Sans Frontières, SSF) fait partie de ce vaste mouvement. Fondé en Espagne en 2002, SSF s'est par la suite étendu à d'autres pays – le Brésil, le Chili, l'Iran, l'Italie, la Malaisie, Puerto Rico et les États-Unis. Comme d'autres organisations « sans frontières », SSF insiste dans sa déclaration de mission sur l'égalité et les responsabilités mutuelles des peuples à l'échelle mondiale, et met en outre l'accent sur l'importance des droits de l'homme, de la démocratie participative, des économies équitables et des écosystèmes durables. SSF a une position critique vis-à-vis de l'impérialisme et du néolibéralisme. Le changement dans le sens d'une « sociologie publique », tel que préconisé par Michael Burawoy, a été particulièrement bien accueilli par les membres de SSF.

La sociologie est en train prendre un nouveau tournant, et on peut comprendre que cela se fasse lentement. Il y a quelques dizaines d'années, on remettait peu en question les hypothèses positivistes et rationalistes qui régnaient dans les départements d'université et les centres de recherche, du moins aux États-Unis. Cela a commencé à changer dans

les années 70 avec les mouvements féministes (de *Sociologists for Women in Society* – SWS – aux États-Unis) et des Afro-Américains (de l'*Association of Black Sociologists* – ABS – aux États-Unis). Les membres de la Section Marxiste de l'*American Sociological Association* (ASA) nous ont toujours rappelé que la vision devait être plus globale. Les sections les plus récentes de l'ASA ne sont évidemment pas neutres – citons entre autres : Vieillesse et étapes de la vie ; Altruisme, moralité et solidarité sociale ; Enfants et jeunes ; Handicap et société ; Éducation. Il est difficilement imaginable que ceux qui font des recherches sur les enfants soient indifférents à leur bien-être, et certains de ces chercheurs peuvent bien être les avocats de ces enfants. En d'autres termes, la sociologie publique a imprégné la discipline aux États-Unis.

Quel rôle joue la branche américaine de SSF au sein de la sociologie américaine ? Premièrement, nous disposons d'une liste de diffusion et d'un forum de discussion au niveau mondial (<http://ssfthinktank.org>). Deuxièmement, nous sommes représentés au conseil consultatif de l'*American Association for the Advancement of Science and Human Rights Coalition*, ce qu'une section de l'ASA ne pourrait pas faire. Troisièmement, en tant qu'organisation, nous assistons au Forum Social Mondial, ce qu'une section de l'ASA ne pourrait pas faire. Quatrièmement, nous pouvons « faire pression » sur l'ASA, ce qu'une section de l'ASA ne pourrait pas faire. Deux de nos résolutions ont été approuvées par le Conseil de l'ASA : une déclaration sur les droits de l'homme, et une autre pour protéger les droits des sociologues menacés dans le



| Judith Blau, Présidente de SSF.

monde. Nous avons notre propre revue, *Societies Without Borders* (<http://societieswithoutborders.org/>), qui, en accord avec notre philosophie, est *open-source*.

Le fait d'être libre et indépendant de l'ASA (tout en étant son ami) comporte de grands avantages, en accord avec notre philosophie « sans frontières ». Nous pouvons adopter des positions qui ne sont pas en phase avec celles de nombreux sociologues. Plaidons-nous en faveur de la libre circulation des capitaux et des ressources vers les pays du Sud Global ? Bien entendu. Plaidons-nous en faveur de la fin de l'impérialisme et de son hégémonie ? C'est certain ! Plaidons-nous pour la fin de la privatisation ? Bien sûr. Plaidons-nous pour la libre circulation des peuples ? Une migration sans frontières ? Absolument ! ■

> L'Association Turque de Sociologie célèbre ses 20 ans d'existence

Birsen Gökçe, Présidente de l'Association Turque de Sociologie¹



La Présidente Birsen Gökçe s'adresse aux sociologues turcs à l'occasion du 20^e anniversaire de l'Association Turque de Sociologie.

L'Association Turque de Sociologie a été fondée en 1990 à Ankara. Elle comptait 40 membres lors de sa création – elle en compte actuellement 600. En 1999 elle a obtenu par décret le statut d'« Association d'Intérêt Public ». Elle n'a pas de branches régionales. Après 20 ans d'existence, l'Association est reconnue et réputée au niveau national pour ses congrès scientifiques et son travail de recherche. Les services de notre association sont très sollicités.

L'Association est à l'origine de 22 projets de recherche, près de 20 conférences, 22 livres et de nombreuses rencontres en collaboration avec des organisations non gouvernementales. Depuis 1998, nous avons en outre publié dans notre revue spécialisée

Journal of Sociological Research un total de 130 articles scientifiques, à la fois en turc et en anglais, incluant 10 traductions et 8 projets de recherche.

L'Association, qui œuvre pour promouvoir la recherche, cherche par ailleurs à diffuser les connaissances produites en son sein et par conséquent à développer ses relations avec un public plus large. Elle travaille en collaboration avec des organisations bénévoles, des fondations ainsi que d'autres associations, et s'occupe d'organiser des activités en rapport avec le public. Elle collabore également avec des organismes nationaux et internationaux pour mener à bien des projets de recherche.

À l'échelle nationale, elle a ainsi réalisé des projets avec le soutien du

Ministère de la Famille et de la Recherche Sociale, le Ministère de l'Administration du Développement Régional de l'Anatolie du Sud-Est (GAP) et le Ministère de la Santé. À l'échelle nationale et internationale, elle a développé des projets avec le soutien du Conseil de la Recherche Scientifique et Technologique de Turquie (TÜBİTAK), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Union européenne, l'UNICEF, l'OTAN et la Banque mondiale.

L'organisation de son Congrès National constitue l'activité la plus importante de l'Association. À ce jour, six congrès ont été organisés. Leur caractéristique la plus importante est l'étroite collaboration avec les départements de sociologie des universités périphé-

riques d'Anatolie organisée au travers de recherches sociologiques sur les problèmes socio-économiques de la Turquie. Ces congrès offrent une plateforme pour l'échange de réflexions, de points de vue et de savoirs entre professeurs expérimentés et jeunes enseignants, entre collègues de différentes régions du pays et avec des collègues issus de disciplines voisines.

Le premier congrès, qui portait sur « Les développements actuels de la sociologie », a eu lieu à l'Université Ege de Izmir en 1993, trois ans après la fondation de l'Association. Le deuxième congrès, sous l'intitulé « Migration », s'est tenu en 1996 à l'Université de Mersin. À l'occasion du troisième congrès, qui s'est déroulé à l'Université Anadolu de Eskişehir en 2000 sur le thème des « Nouveaux enjeux sociologiques dans le monde et en Turquie », l'accent a été mis sur l'aliénation, les conflits et l'intégration. Le quatrième congrès sur « Le monde en mutation et les inégalités » a eu lieu à l'Université Cumhuriyet de Sivas en 2003. La cinquième édition, portant sur les « Problèmes sociétaux actuels en Turquie », s'est tenue à l'Université İnönü de Malatya en 2006. Le dernier congrès, qui avait pour thème « Transformations sociales et approches sociologiques », a eu lieu en 2009 à l'Université Adnan Menderes.

Au début, comme la sociologie était enseignée au sein des départements de philosophie, elle adoptait sans le moindre esprit critique les théories sociales occidentales et négligeait la recherche. Résultat, les étudiants ne comprenaient pas bien la discipline et ne se

sentait pas concernés. Aujourd'hui la situation s'est améliorée : la sociologie est plus souvent enseignée comme l'étude de problèmes sociaux fondée sur des méthodes de recherche scientifiques. La sociologie contemporaine a en effet les moyens de devenir une « discipline-parapluie » dont les méthodes peuvent être utilisées dans toutes les sciences humaines. Malheureusement, trop souvent lorsqu'il est question de la Turquie, des disciplines associées, telles que l'économie, le droit et la psychologie, négligent ou isolent les dimensions sociales.

Aujourd'hui, le grand public emploie le terme de sociologie comme s'il était magique. Des journalistes, éditorialistes, responsables politiques, ou tout autre personne qui s'essaie à expliquer les phénomènes sociaux, prétendent être des sociologues. Or il ne faut pas oublier qu'on n'apprend pas la sociologie en se contentant de vivre dans une société donnée, ou dans une famille donnée. Il n'est pas rare d'entendre des professeurs d'université dire : « Je suis né dans un village, j'ai vécu dans un village, je peux donc enseigner la sociologie du monde rural » !

Notre objectif est d'aider les jeunes qui ont un bagage sociologique à travailler dans la sphère publique et à transmettre leur réflexion sociologique à la société. Grâce à leur niveau de spécialisation, les diplômés en sociologie assument un rôle important : celui de rédiger des rapports fondés sur des travaux de recherche et d'adresser des recommandations aux responsables politiques sur les politiques à mener.

À l'époque des plans de développement quinquennaux, on considérait comme important de faire appel à des diplômés en sociologie et ils se voyaient confier des postes dans différents ministères. Mais suite aux changements en 1980 de la loi sur l'emploi, les perspectives d'emploi dans le secteur public offertes aux diplômés en sociologie ont considérablement diminué. Depuis sa création, notre Association se bat pour renverser cette tendance. Aujourd'hui encore, les diplômés en sociologie, en tant que diplômés de l'université, ne peuvent prétendre à un poste que dans six institutions publiques. Au terme d'un long processus politique, le mois dernier, le Conseil des ministres a signé un décret qui devrait permettre à nouveau aux diplômés en sociologie de travailler dans un certain nombre d'organismes publics.

Cette vingtième année n'est qu'un début ; il reste beaucoup à faire, et nous avons besoin pour cela de sang neuf. Pour terminer, je voudrais souligner qu'il nous reste encore beaucoup d'obstacles à surmonter pour que la sociologie soit accueillie dans la société en général et au sein de ses institutions.

Je voudrais à nouveau vous remercier de vous être joints à nous aujourd'hui. Et je souhaite un joyeux 20^e anniversaire à notre association. ■

¹ Nous donnons ici une version abrégée de l'allocution que la Présidente de l'association B. Gökçe a adressé aux sociologues turcs réunis à Ankara le 28 décembre 2010.

> Comité de rédaction

Directeur de la publication : Michael Burawoy.

Responsables d'édition : Lola Busuttil, August Bagà, Genevieve Head-Gordon.

Rédacteurs en chef associés : Margaret Abraham, Tina Uys, Raquel Sosa, Jennifer Platt, Robert Van Krieken.

Rédacteurs-consultants : Izabela Barlinska, Louis Chauvel, Dilek Cindoglu, Tom Dwyer, Jan Fritz, Sari Hanafi, Jaime Jiménez, Habibul Khondker, Simon Mapadimeng, Ishwar Modi, Nikita Pokrovsky, Emma Porio, Yoshimichi Sato, Vineeta Sinha, Benjamin Tejerina, Chin-Chun Yi, Elena Zdravomyslova.

Rédacteurs régionaux :

Monde arabe : Sari Hanafi and Mounir Saidani.

Brésil : Gustavo Taniguti, Juliana Tonche, Pedro Mancini, Fabio Silva Tsunoda, Dmitri Cerboncini Fernandes, Andreza Galli, Renata Barreto Pretulan.

Inde : Ishwar Modi, Rajiv Gupta, Rashmi Jain, Uday Singh.

Japon : Kazuhisa Nishihara, Mari Shiba, Yoshiya Shiotani, Kousuke Himeno, Tomohiro Takami, Nanako Hayami, Yutaka Iwadata, Kazuhiro Ikeda.

Espagne : Gisela Redondo.

Taiwan : Jing-Mao Ho.

> Associations nationales en Europe

Roberto Cipriani, Président du Conseil des Associations Nationales de l'ESA

Des représentants de 21 Associations de sociologie ont participé à la rencontre organisée par l'Association Européenne de Sociologie (ESA) le 28 octobre 2010 à Paris. Anália Torres, Présidente de l'ESA, Claire Wallace, ancienne Présidente de l'ESA, et des membres du Comité Exécutif de l'ESA étaient également présents. Nos invités d'honneur étaient Jean-Michel Baer, Directeur de recherche en « Sciences, Economie et Société » à la Commission Européenne, et Rifka Weehuizen de la *European Science Foundation*.

L'ESA repose sur deux piliers : les Réseaux de Recherche et les Associations Nationales. En vertu de ses statuts, les Associations

Nationales jouent un rôle important au sein de l'ESA dans la mesure où ce sont elles qui proposent des candidats aux élections du Comité Exécutif de l'ESA et au poste de Président de l'ESA.

Voici un bref compte rendu des caractéristiques de chaque association nationale. Les principaux sujets débattus seront traités à une prochaine occasion, notamment le processus de Bologne et la réduction, dans la majorité des pays européens, des effectifs dans le domaine des sciences sociales.

Tel est l'état des associations nationales européennes de sociologie ! ■

Associations nationales de sociologie

- **L'Association Allemande de Sociologie** compte 2500 membres et dispose d'infrastructures pour la recherche collective. Depuis quelques années, ses membres sont en effet devenus pour une grande part des professionnels qui participent activement à la promotion de la recherche en Europe.
- **L'Association Norvégienne de Sociologie** joue un rôle majeur dans la mise en relation de personnes à travers différents réseaux.
- **L'Association Turque de Sociologie** a été fondée en 1990 et réunit 500 membres. Depuis que la Turquie est candidate à l'entrée dans l'Union européenne, les sociologues turcs se concentrent plus sur la sociologie occidentale.
- **En Roumanie**, il existe une sociologie militante, qui cherche à encourager le développement social, qui peut mener à différentes initiatives politiques. En même temps, l'accent est mis sur les questions micro-sociales, au détriment des questions d'ordre international. Il en résulte une sociologie isolée. Le nombre d'instituts de recherche a chuté, mais ils publient désormais une revue en ligne.
- **L'Association Française de Sociologie** est très récente et n'a été fondée qu'en 2002, mais elle compte déjà 1000 membres et 40 réseaux de recherche différents.
- **L'Association Portugaise de Sociologie** a 2600 membres. C'est une association scientifique en même temps que professionnelle. Elle s'efforce de rassembler professionnels de l'enseignement et de la recherche mais aussi ceux qui travaillent en entreprise.
- En Finlande, la **Westermarck Society** a été fondée en 1954, et sa revue lancée en 1965.
- **L'Association Suisse de Sociologie** a 550 membres, approximativement le même nombre depuis 20 ans. Ses 12 comités de recherche organisent leurs conférences entre les conférences de l'ESA. C'est une association multilingue, et ses conférences se tiennent en trois langues (français, allemand et anglais). Elle publie également une revue trilingue.
- Les statuts de l'**Association Hongroise de Sociologie** ont récemment été modifiés, de sorte que des projets de recherche propres peuvent désormais être lancés. L'association organise un congrès annuel.
- **En Autriche**, on trouve beaucoup de carrières « maison », et une perte d'identité. Le processus de Bologne conduit à une séparation car les diplômés de licence et de maîtrise diffèrent considérablement en termes de contenu.
- **L'Association Espagnole de Sociologie** est liée aux différentes communautés autonomes d'Espagne. Au sein de chacune de ces régions, on trouve de nombreuses activités et une variété de revues professionnelles. La Fédération organise également des rencontres et publie sa propre revue.
- La moitié des membres de l'**Association Britannique de Sociologie** et la moitié des doctorants ne travaillent pas dans des départements de sociologie. Le gouvernement britannique a récemment modifié sa politique de financement, et plusieurs manifestations d'envergure ont eu lieu. Les études sont en train de devenir très onéreuses.
- **Les universités italiennes** connaissent une double crise, à la fois organisationnelle et financière. Il est difficile d'évaluer l'impact des problèmes d'organisation, mais il y a une crise financière majeure pour ce qui touche aux salaires.
- **En Pologne**, la sociologie bénéficie d'un grand prestige. Son identité s'est forgée pendant la période communiste. Les candidatures sont plus nombreuses en maîtrise qu'en licence, ce qui veut dire que beaucoup de candidats viennent d'autres disciplines, avec un bagage sociologique limité.
- **L'Association de Sociologie de Voïvodine** est une organisation à but non lucratif et apolitique. Ses projets de recherche se heurtent à des problèmes financiers et aux clivages culturels entre ses 25 groupes ethniques.
- **Au Danemark**, les salaires sont élevés dans beaucoup de secteurs, ce qui provoque une sorte de fuite des cerveaux du champ universitaire. En outre, le niveau universitaire est tellement élevé qu'il est extrêmement difficile pour des étudiants d'intégrer une université danoise.
- **L'Association Macédonienne** est une petite association académique, étroitement liée aux principales universités, mais aussi à des professionnels externes.
- **L'Institut Albanais de Sociologie** compte 130 membres et organise chaque année des conférences nationales.
- Il existe trois **associations de sociologie en Russie**, toutes basées à Moscou. La sociologie bénéficie d'un certain prestige. Les sociologues sont souvent proches des responsables politiques.
- La sociologie **en Israël** est bien établie depuis 1948. Actuellement, son Association est très importante ; un congrès est organisé chaque année, auquel assistent environ un millier de personnes.

> Coupable d'être sociologue ?

Frédéric Neyrat, Université de Limoges



Pinar Selek escortée par des gendarmes.

On pourrait penser que la sociologie est désormais une discipline suffisamment établie pour ne soulever que des questions d'ordre scientifique. Pourtant, un colloque récemment tenu à Limoges¹ était consacré aux obstacles politiques auxquels sont confrontées les enquêtes en sciences sociales. La recherche en sociologie a été particulièrement, et violemment, discréditée par différents points de vue non scientifiques, dans les domaines de la politique, des médias et du droit.

Deux cas témoignent des menaces auxquelles les sociologues peuvent être confrontés. Le cas le plus significatif est celui de Pinar Selek. Depuis 1998, elle a été accusée à plusieurs reprises d'avoir posé une bombe dans le marché aux épices d'Istanbul. Tous les rapports d'experts ont établi que l'explosion avait été provoquée par une fuite de gaz, et Pinar Selek a été acquittée à trois reprises par les tribunaux turcs – la dernière fois en février 2011. Mais à chaque fois, il a été fait appel de ces décisions, comme cela a été à nouveau le cas en février. Pinar Selek est en fait coupable de s'être conduit en sociologue, d'avoir

réalisé une enquête qui a brisé le tabou de la question kurde. Elle a interviewé des militants du PKK et refusé de livrer leurs noms à la police quand elle a été arrêtée puis torturée. Selon certains cercles proches de l'État et de la police, remettre en question les mythes nationaux et contester le discours officiel sur les questions kurde ou arménienne constituent un crime.

Le second cas vient de Hongrie, où une recrudescence du nationalisme est à l'origine d'une campagne médiatique haineuse et antisémite à l'encontre de Agnes Heller et de sa « clique » (quatre autres philosophes). Des médias influents en Hongrie qui enquêtent sur leur compte les accusent de conspiration « cosmopolitique ». Aujourd'hui âgée de 81 ans, la philosophe et sociologue Agnes Heller a été l'élève de Georg Lukács. Elle a enseigné dans différents pays, dont les États-Unis où, dans les années 70, elle a occupé la chaire de Hanna Arendt à la New School, après avoir échappé aux persécutions du régime communiste. Au début de cette année, elle a été accusée d'avoir détourné, avec ses collègues, deux millions d'euros pour des textes « fumeux et

inutiles ». Des accusations sans fondement tentent de nuire à sa réputation, affirmant qu'elle a déshonoré sa patrie. En fait, seul son engagement politique est visé. À l'instar d'autres intellectuels, elle s'est opposée à la nouvelle loi hongroise qui restreint la liberté des médias, et a dénoncé le tournant autoritaire pris par le gouvernement de Viktor Orban.

Si des sociologues sont victimes de telles persécutions, c'est parce que les autorités estiment que la sociologie constitue une menace. Elle traite de questions que certains États voudraient ignorer une fois pour toutes ; les enquêtes sociologiques mettent en cause la véracité des déclarations officielles. Des sociologues sont également visés en tant qu'intellectuels, quand bien même ils suivent l'éthique scientifique weberienne. De fait, c'est précisément à cause de leurs engagements scientifiques qu'on tente de les discréditer. ■

¹ Sylvain Laurens, Frédéric Neyrat, *Enquêter : de quel droit ? Menaces sur l'enquête en sciences sociales*, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 2010.